

Delphi setzt auf Standort Luxemburg

Was sind das für Zeiten, in denen das Ausbleiben einer schlechten Nachricht schon als gute gewertet wird? Bei einer Pressekonferenz kündigte ein glücklicher Wirtschaftsminister an, dass der Zulieferer der Automobilindustrie Delphi sein Technical Centre in Bascharage beibehält und sogar das internationale Hauptquartier seiner Powertrain-Abteilung hierher verlegt. Er freue sich, einmal über Ausbau statt Abbau reden zu können, so Jeannot Krecké, noch dazu bei einem öko-effizienten und hochtechnologischen Betrieb. Bei genauerem Hinsehen zeigt sich, dass dieser "Ausbau" die rezenten Schließungen nicht im Geringsten kompensieren kann. Zum einen beschäftigt Delphi fast ausschließlich hoch qualifiziertes Personal, zum anderen werden nur 20 Arbeitnehmer hinzu kommen: der Direktor und sein Stab, von denen die meisten aus den USA eingeflogen werden. Positiv ist allerdings, dass die Firma gerade in einer Phase der Umstrukturierung - also der Schließung von Standorten - ihre Anwesenheit in Luxemburg verstärkt. Diese eher symbolische Entscheidung kommt auch der Absicht des Wirtschaftsministers entgegen, den Sektor der Automobilzulieferer in Luxemburg zu vernetzen und auszubauen - was am Ende dann doch wieder Industrie-Arbeitsplätze schaffen könnte.

Touché, coulé?

Vladimir Lissine, le chevalier blanc d'un jour d'Arcelor (voir woxx N.842), ayant disparu entre les lignes des newswires financières, la bataille continue entre Mittal Steel et le groupe sidérurgique du Rousegaertchen. L'officialisation de l'OPA étant prévue pour les jours à venir, la priorité du moment est de cacher ses incertitudes. Mais voilà que les deux adversaires commentent à perdre la face. Ainsi Lakshmi Mittal, lors de l'assemblée générale de ses actionnaires à Rotterdam mardi dernier, a fait entendre que la dette de son adversaire serait colossale et l'état de son industrie bien moins brillant qu'il ne laisse croire. Reste alors à se demander pourquoi Mittal veut toujours s'incorporer l'Arcelor, surtout s'il s'est déclaré prêt à augmenter son offre à quelques 18,6 milliards d'euros, si la direction d'Arcelor soutient l'offre d'achat. Une véritable première, donc. D'un autre côté, l'entrée annoncée de François Pinault - le grand ami de Chirac - dans le CA du groupe indien a tout pour calmer les ardeurs protectionnistes françaises. L'Arcelor, elle, profite du soutien de l'Association des Actionnaires d'Arcelor (AAA), qui fait de la propagande auprès des décideurs pour qu'ils lui restent fidèles. Tandis que Mittal accuse l'AAA d'être une association truquée, montée pour nuire à ses intérêts. Affaire à suivre, donc ...

Les insinuations de Goebbels

Vendredi dernier, l'unité européenne de Greenpeace avait saisi le Médiateur européen, Nikiforos Diamandouros au sujet de trois fonctionnaires de la Direction générale Entreprise et industrie travaillant sur la législation Reach, qui a pour but d'évaluer et d'autoriser l'utilisation de substances chimiques. Le souci de Greenpeace sont les liens directs de ces fonctionnaires avec l'industrie chimique. Cette saisine vient de provoquer l'ire de Robert Goebbels, eurodéputé du LSAP. A son tour, il vient d'envoyer un courrier au Médiateur dans lequel il l'invite à "vérifier non seulement si effectivement des fonctionnaires européens ont eu des relations professionnelles antérieures avec l'industrie chimique, mais également si des fonctionnaires ont eu des relations professionnelles ou personnelles avec Greenpeace". Mais Goebbels va plus loin, insinuant que l'organisation, avec son budget annuel de 160 millions d'euros ne serait pas "au-delà de tout soupçon". "Je ne réagis plus à ce que raconte Goebbels", explique Paul Delaunois, directeur de la section luxembourgeoise de l'organisation écologiste, qui compte entre deux et trois millions de membres cotisants, "mais je vais tout de même transmettre ce courrier à notre unité européenne".

L'immigration italienne est la première que le Luxembourg a connu. Quelles leçons peut-on peut tirer de son histoire? Le woxx s'est entretenu avec Denis Scuto, historien des migrations.

(photo: Raoul Somers)



IMMIGRATION

"Le réfugié d'aujourd'hui remplace l'immigrant d'avant"

woxx: Ce weekend vous participez à un colloque sur les parcours et souvenirs de la présence italienne dans notre région. Le procès de l'immigration italienne au Luxembourg a commencé il y a une bonne centaine d'années. Est-il désormais terminé?

Denis Scuto: C'est difficile à dire. Le gros des vagues d'immigration est certainement déjà passé. La première avant la Première Guerre mondiale, dans le cadre de l'industrialisation, ensuite pendant l'entre-deux-guerres ceux qui travaillaient dans les mines ou dans l'industrie sidérurgique furent rejoints par les réfugiés politiques, les anti-fascistes. Pour eux, la situation était différente, car ils ne pouvaient pas retourner au pays. Mais ce n'est qu'après 1945 et jusqu'aux années 1960, que les Italiens représentaient la majorité des immigrants au Luxembourg. Dans ce contexte, il est intéressant de voir que la moitié des immigrants jusqu'en 1940 était d'origine allemande.

On en parle rarement ...

C'est peut-être à cause de la deuxième guerre que cette présence massive allemande est occultée. Mais à part ce tabou, ils étaient aussi plus discrets que les Italiens. En plus, les Allemands se présentaient comme un groupe social plus diversifié, comptant plus de main d'oeuvre qualifiée. Au cours des années 60 l'immigration italienne commence à décliner, pour deux raisons: d'un côté l'industrialisation florissante en Italie, au moins dans le Nord, et ceux qui se trouvaient déjà au Luxembourg n'étaient pas encouragés à rester, à cause de la multiplication des contrats saisonniers. Et puis la relève a été prise par les Portugais, qui constituent de loin la plus grande vague

d'immigration depuis les années 70. Dans l'absolu, le Luxembourg compte aujourd'hui dans les 20.000 Italiens, ce qui les met à la troisième ou même quatrième place des immigrants. Il serait néanmoins intéressant de voir la durée de leur séjour et leur motivation, qui sont sûrement différentes de celles d'il y a cent ans. De nos jours, les Italiens d'ici travaillent plutôt pour des institutions comme la communauté européenne.

Toute arrivée d'éléments étrangers provoque des réactions violentes, voire racistes. Quelle différence entre celles qu'ont rencontrés les premiers Italiens à la fin du 19e siècle et celles survenues plus tard?

Le racisme en soi est une catégorie de pensée contemporaine, qui n'existait pas telle quelle à l'époque. Je parlerais plutôt de xénophobie dans ce cas. Et celle-ci se dressait plutôt contre les Allemands, non pas contre les Italiens. Ces derniers restaient des étrangers, des exotiques, mais n'étaient pas directement visés par un racisme comme on le connaît aujourd'hui. Bien sûr il existe des témoignages sur la population

italienne qui en disent long sur ce que les gens pensaient, comme l'histoire "Bella Gitta", de Batty Weber, racontant l'histoire d'une vendetta sanglante pour le coeur d'une belle femme. Mais il faut voir qu'au moment où cette histoire était écrite, en 1889, il y avait à peine 20 Italiens à Esch. Les conflits existants ont eu lieu plutôt entre les ouvriers eux-mêmes, les allemands et les Italiens par exemple. Donc le cloisonnement typique des communautés étrangères de ce temps-là a évité aussi une montée du racisme. Enfin, du racisme tel qu'il est défini par les sociologues, donc lié à une ascension sociale d'un certain groupe social.

Et dans les conflits sociaux? N'y avait-il pas une discrimination des étrangers?

Il est intéressant que la seule grève étouffée dans le sang - 1912 à Differdange - qui a fait quatre morts, dont deux Allemands non-participants, était menée par les Italiens. Elle n'a jamais été thématisée. Aussi parce que les syndicats n'ont pas pris en charge les doléances des Italiens, les considérant comme une bande désorganisée. Il reste cependant diffi-

le de parler de racisme à cet égard. Par contre ce qui est né au tournant du siècle et qui reste présent jusqu'à nos jours, c'est la montée en force des catégories nationales et des questions identitaires, qui font que l'étranger est perçu comme un danger pour le marché de l'emploi national. Ce phénomène s'est développé pendant les crises de l'entre-deux-guerres et n'a pas cessé de réapparaître depuis. C'est l'époque du vote d'un projet de loi qui voulait endiguer l'affluence massive des étrangers.

Du point de vue de la mémoire de l'immigration: peut-on voir un lien entre la mixité d'un groupe social et son inscription dans la mémoire collective?

Oui, par les rencontres dans les quartiers une certaine mémoire italo-luxembourgeoise est née. Mais celle-ci peut avoir des visages très différents. Tout dépend du fait si les gens restent dans leur pays d'accueil ou non. Ainsi il y a une mémoire politique, anti-fasciste pour les uns, fasciste pour les autres. Même si cette dernière a presque totalement disparue. Car non seulement le bassin minier était plutôt de gauche à l'époque, mais aussi parce qu'après la guerre, les Italiens fascistes ou non, ont tous subi le même traitement par le gouvernement luxembourgeois, celui de ressortissants d'une nation ennemie. Mais il y a aussi une mémoire chrétienne, comme celle de Benito Gallo, qui a écrit des ouvrages sur ce thème. Ou, encore celle de la vie associative comme le foot par exemple.

Pour revenir à l'actualité: quelles sont les grandes différences entre l'immigration d'antan et celle d'aujourd'hui?

Il s'agit toujours d'immigration économique et politique, même si la main d'oeuvre étrangère est de plus en plus constituée de frontaliers. La problématique des demandeurs d'asile fait, pour moi, partie du discours politique et n'est pas réelle. Le réfugié d'aujourd'hui remplace ce que représentait l'immigrant d'avant, en tant qu'image négative. C'est une évolution européenne, qui a germé dans les crises des années 70: des idées comme "l'immigration zéro" qui n'ont jamais été réalisés. En 2000 l'Europe a accueilli plus de gens que les Etats-Unis. Les symptômes sont doubles: d'un côté on essaie d'établir une politique d'intégration face aux immigrants par les lois sur la nationalité et de l'autre on pratique une politique de fermeture contre les réfugiés. Mais ces mesures font partie d'un discours et n'ont rien à voir avec la réalité concrète. Ils servent avant tout à rassurer le public. Pour preuve, il y a quelques années l'Horesca a déclaré qu'elle pourrait très bien employer des réfugiés ex-yougoslaves. Une idée qui est restée sans suite.

Entretien: Luc Caregari

Traces de mémoire, mémoire de traces, colloque international, du 12 au 13 mai à l'Université du Luxembourg et au CRP Henri Tudor à Esch. www.uni.lu

Denis Scuto

est né en 1964, de père sicilien et de mère luxembourgeoise. Si pour certains son nom s'associe toujours à sa carrière de footballeur de la Jeunesse Esch, avec neuf championnats, quatre coupes et 425 matchs en division nationale, il a pourtant délaissé le maillot aux rayures noires et blanches pour les études. Engagé entre autres dans le Lëtzebuurger Friddenskommittee et Sportler fir de Fridden, Scuto délaisse le sport en 2002, pour se consacrer à son travail d'historien. D'abord enseignant, puis chercheur à l'université du Luxembourg depuis 2003, ses ouvrages traitent de l'immigration italienne, son domaine d'élection.